

Reims - Mémoire

« Pendant trois jours, on ne voit que des morts » : un reporter raconte à des lycéens de Reims le génocide au Rwanda

Simon Ksiazenicki

L'hebdo du vendredi, 11 mars 2026

Lauréat du prix Albert-Londres en 1991, Patrick de Saint-Exupéry a couvert de nombreux conflits dans sa longue carrière de reporter. Témoin du génocide des Tutsis du Rwanda en 1994, il est devenu l'un des spécialistes de cette tragédie. Lundi, le journaliste témoignait devant des terminales du lycée Jean-Jaurès.



Comment avez-vous vécu le génocide des Tutsis du Rwanda ?

À l'époque, je suis en Afrique du Sud pour couvrir la fin de l'apartheid et les élections (du 26 au 28 avril 1994) pour « *Le Figaro* ». Je suis bloqué là-bas jusqu'à la première quinzaine de mai. Ensuite, nous rentrons au Rwanda par la Tanzanie, dans une voiture avec deux autres journalistes. On roule, on roule. Il fait très beau, on entend le bruissement du vent dans les arbres. Puis, on voit des villages brûlés et des morts. Des morts

partout. On ne voit que des morts pendant trois jours, pas un témoignage. C'est embêtant quand on est journaliste, parce qu'on n'a rien à raconter.

Comment procédez-vous ?

Le troisième jour, on tombe sur des rescapés. La nuit, ils sortaient pour manger ;

le jour, ils se cachaient dans les marais du Bugesera et respiraient à l'aide d'un roseau pour ne pas être repérés. Mais les gens n'ont pas grand-chose à raconter. Ils se sont cachés pour survivre. Ils ont vu des scènes terribles, qu'ils racontent dans le désordre. Tout est compliqué. Quand on commence à écrire le premier article, on se dit qu'à 10 000 kilomètres de là, en France, les gens ne vont pas comprendre. Nous, on saisit ce qui se passe sur place, mais comment raconter cela ? C'est la première question qui se pose.

Comment faites-vous pour écrire vos articles ?

On fait un premier séjour au Rwanda, puis on revient en Tanzanie en voiture. On loue un petit avion de tourisme pour aller à Nairobi (Kenya) et envoyer notre article. On écrit le papier pendant la nuit, puis on reprend l'avion le lendemain matin à l'aube pour retourner sur place. Je ne sais absolument pas comment c'est reçu à Paris, mais c'est le cadet de mes soucis. Je raconte simplement ce que je vois. On comprend très rapidement ce qui se passe. D'un point de vue journalistique, on apprend une chose essentielle : à quel point le témoignage est important. Le fait d'avoir des gens qui racontent ce qui s'est passé est fondamental. Tout le métier repose là-dessus. Quand vous n'avez plus cela, vous n'avez plus rien. Vous êtes nus.

Comment est perçu le génocide en France ?

Au lendemain du génocide, il y a une longue période de silence absolu. Moi, j'ai raconté l'essentiel, je suis épuisé, c'est dégueulasse, j'ai envie de passer à autre chose. J'ai fait ce qu'il y avait à faire sur place. J'y re-

plonge quelques années plus tard, fin 1997, parce que je suis appelé à témoigner devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda. Je vois alors le discours négationniste se développer avec une force étonnante. Et je me dis : "C'est dingue : on a manqué quelque chose." Je me remets donc au travail. Je publie une série d'enquêtes dans « *Le Figaro* » qui aboutit à la création d'une mission d'information parlementaire. À partir de ce moment-là, le débat se met en place. Mais c'est un débat rude et violent.

Il faut attendre 2022 pour que le rapport Duclert reconnaisse la responsabilité de la France dans le génocide. Pourquoi une si longue attente ?

L'un des marqueurs du génocide, c'est le négationnisme. Si on compare avec la Shoah, elle n'a commencé à s'inscrire dans la mémoire qu'à partir du procès Eichmann, en 1961. Avant, on en parle très peu. C'est un peu pareil pour le Rwanda. Personne n'a vraiment envie de se confronter à cela, car ça suscite beaucoup de questions sur la nature humaine. C'est un sujet que l'on préfère éviter. Autre conséquence, très concrète : au lendemain du génocide, il y a quelques rescapés, mais ils sont peu nombreux. Ils sont faibles, ils se sentent coupables et ont du mal à raconter l'horreur. En face, il y a une masse d'assassins, et la balance penche en leur faveur. Dernière complexité : le rôle de Paris. Pendant des années, on a eu en France un discours d'État, officiel, de type négationniste. Il a fallu trente ans de bataille, rude et violente, avant que l'État ne commence à reconnaître son rôle et sa part de responsabilité.

Quelle est la raison de votre présence

à Reims ?

Cela m'arrive assez régulièrement de raconter ce que j'ai vécu à des jeunes, et à des moins jeunes. J'ai énormément appris durant tout cet épisode. Quand on a appris quelque chose, on essaie de le transmettre. Ce qui me surprend à chaque fois, c'est la curiosité et l'attention des jeunes. Les questions sont souvent très pertinentes et obligent celui qui parle à reformuler les choses de manière plus claire et plus limpide. Les lycéens nous amènent à poser les choses de la manière la plus claire possible. Et cela, c'est un apport immense.

pour le Rwanda (CPCR), dont l'objectif est de poursuivre les génocidaires réfugiés en France. Mobilisés dès les premiers jours du massacre pour alerter les pouvoirs et l'opinion publics, ils œuvrent également pour faire vivre la mémoire des victimes du génocide des Tutsis du Rwanda. Le collectif a ainsi demandé aux candidats à la mairie de Reims de s'engager à bâtir un lieu de recueillement et de mémoire en hommage aux victimes du génocide, une doléance exprimée de longue date auprès de la mairie sortante. Aucun n'a répondu pour le moment.

À quand un lieu de mémoire à Reims ?

À Reims, Dafroza et Alain Gauthier ont créé, en 2001, le Collectif des parties civiles